

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL CF

Site 1

55800 Contrisson

Références : SV/2026-162
Code AIOT : 0006204558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 2 - ZI Longues Raies 55800 Contrisson. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a réalisé une visite d'inspection sur la thématique « rejet de composés organiques volatils » dans le cadre d'une action régionale de suivi des mises en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL CF
- Site 2 - ZI Longues Raies 55800 Contrisson

- Code AIOT : 0006204558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Arcelor Mittal Construction France (AMCF) Site 2 est autorisée à exploiter sur la commune de CONTRISSON, une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques pour arrêté préfectoral n°972 du 19 mai 2009.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a été suivie d'une réunion d'échange sur le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours de consultation publique. Les principaux éléments abordés concernent:

- les flux maximaux de COV canalisés qui seront imposés par arrêté préfectoral en cohérence avec les conclusions de l'étude de risque sanitaire,
- la présence d'amarrage de péniches à proximité du site 2 à prendre en compte dans la gravité des scénarios retenus (si inclus dans les distances d'effets),
- et la comparaison pour les installations de stockage d'hydrogène et de combustion à déclaration aux prescriptions des arrêtés types ministériels DC notamment par rapport aux distances d'implantation et demande d'aménagement si nécessaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Emission de COV atelier P4	AP de Mise en Demeure du 07/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la société ARCELOR Contrisson Site 2 a respecté les engagements pris lors de la visite de décembre 2024, avec la mise en place sous 12 mois d'un oxydateur thermique pour traiter les émissions de COV canalisés en sortie de l'atelier P4. La mise en demeure est respectée. L'inspection propose la levée de celle-ci.

Le PGS 2024 demandé par l'inspection suite à la dernière visite a été transmis à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emission de COV atelier P4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE de l'AM 02/02/98
Prescription contrôlée :

La société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France , dont le siège social est situé Site 1 55800 Contrisson, est mise en demeure, **sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les prescriptions de l'article 27-7°a de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 au droit des rejets atmosphériques de la cabine de fabrication de panneaux sandwich situé dans l'atelier P4 du Site 2 qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CONTRISSON.

Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°a:

Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Constats :

L'inspection a constaté que:

- les émissions de COV issus de la cabine P4 sont captés à la source au niveau de l'injection des produits d'expansion en mélange entre les deux tôles prélaquées,
- les émissions ainsi captées sont traitées via la mise en place d'un incinérateur régénératif en sortie de la cabine de l'atelier P4.

Le rapport de mesures de concentration en polluants dans les rejets atmosphériques en sortie de l'incinérateur P4 réalisé par SOCOTEC le 7 avril 2026 fait état d'une concentration de 2,48 mg/Nm³ soit inférieure à 110 mg/Nm³ pour un flux de 22, 21 g/h.

Les rejets atmosphériques de la cabine de fabrication de panneaux sandwich situé dans l'atelier P4 du Site 2 sont conformes aux prescriptions de l'article 27-7°a de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

La mise en demeure peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1

Thème(s) : Risques chroniques, Site 2 atelier P4 et ligne 3

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat de la visite de décembre 2024 :

L'exploitant devra mettre à jour son PGS pour l'année 2024 et le transmettre au plus tard au 1er mars 2025, afin de justifier de la quantité d'émissions diffuses du site 2.

Constats :

Comme demandé lors de l'inspection de décembre 2024, le PGS 2024 a été déposé dans GEREP au 1^{er} mars 2025.

La société AMCF a consommé en 2024, pour l'activité de laquage en continu (ligne 3) 1 944 tonnes de peintures qui représentent 731 tonnes de solvants à traiter et fait régénérés en externe 123 tonnes de solvants pour les réutiliser dans le process. L'ensemble de ces solvants est capté et traité par oxydation thermique avec un rejet de 4,9 tonnes par an de COV en sortie de l'incinérateur. Les émissions diffuses représentent 0,1 %.

Pour l'atelier de fabrication de panneaux sandwich (P4), 117 tonnes de solvants ont été consommés avec un flux total de 65,6 tonnes/an de solvants émis à l'atmosphère, sans traitement, avec 43 % de diffus.

Au global site, les émissions diffuses représentent 5,2 %.

Pour la ligne 3, les résultats sont conformes aux valeurs limites indiquées dans l'arrêté du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), qui est de 3 %.

Pour P4 les valeurs limites MTD ne s'appliqueront qu'en décembre 2026 (BREF WGC / 5%).

Type de suites proposées : Sans suite